

**SAVE THE  
DATE**

**17 & 18 MARS  
2023**

**SALLE MÉDICIS**

**PALAIS DU  
LUXEMBOURG**

**15 RUE DE  
VAUGIRARD,  
PARIS 6<sup>E</sup>**

**COLLOQUE  
INTERNATIONAL:**

**L'ÉNERGIE :  
BIEN COMMUN DE  
L'HUMANITÉ ?**



**SOUS LE HAUT MARRAINAGE DE ÉLIANE ASSASI,  
PRÉSIDENTE DU GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN  
ET ÉCOLOGISTE, SÉNATRICE DE SEINE-SAINT-DENIS,**

organisé par



Avec le soutien de



Cofinancé par  
l'Union européenne

## L'énergie : bien commun de l'humanité ?

Conférence internationale publique\*

Sous le haut marrainage d'Éliane Assasi, présidente du groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste, sénatrice de Seine-Saint-Denis (France).

**Vendredi 17 et samedi 18 mars 2023**

Salle Médicis, Palais du Luxembourg, 15 rue de Vaugirard, Paris 6<sup>e</sup>  
(Accès par le 15<sup>ter</sup> le samedi)

La notion de bien commun à l'échelle de l'humanité est désormais évoquée dans le domaine de l'énergie, avec des conceptions diverses. Cette question est au croisement de la justice dans l'utilisation des ressources, des enjeux climatiques et de la paix. L'accès aux sources d'énergie est en effet un facteur de conflit et de reconfiguration de la géopolitique mondiale comme en témoignent aujourd'hui les conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Or, il n'y aura pas de réponse aux enjeux climatiques et aux besoins humains dans un monde orienté vers la confrontation guerrière. L'enjeu se pose également en termes de risques, pour celles et ceux qui manquent d'énergie pour vivre dignement, tout comme sur le plan des risques liés à la production d'énergie. L'Union européenne et ses États membres ont fait le choix de soumettre l'énergie à la logique du marché et de la concurrence. Au vu des contradictions et impasses actuelles, est-ce la réponse adéquate pour décarboner l'économie et répondre aux besoins ?

Avec ce colloque, il s'agit d'inviter chercheur-e-s, actrices et acteurs publics et privés du monde de l'énergie, syndicats, représentant-e-s des institutions à travailler à mieux dessiner ce que pourraient être les contours et les implications de ce bien commun, dans une démarche qui ne l'oppose pas à la notion de service public.

L'initiative s'organisera en plusieurs séquences. En abordant les réalités et contradictions du droit à l'énergie des peuples, des inégalités d'accès, à l'enjeu des ressources (naturelles et technologiques) et à la contrainte climatique, la première séquence posera la question de savoir si l'on peut extraire l'énergie de la guerre économique et mettre en place une gouvernance mondiale. La deuxième questionnera la pertinence de la logique de marché pour répondre aux enjeux. La séquence suivante discutera du régime de propriété, des critères de gestion et de la maîtrise sociale de l'énergie. Dans un quatrième temps, le débat se portera sur le rôle de la France et ses entreprises pour favoriser la coopération internationale dans ce secteur. La recherche et la technologie seront au cœur de la cinquième et dernière séquence afin notamment de déterminer les obstacles à lever pour partager les connaissances et mutualiser les savoir-faire dans le domaine énergétique.

L'événement est organisé en partenariat avec ENOP, réseau européen des fondations politiques, et cofinancé par l'Union européenne.



Co-funded by  
the European Union

## Programme prévisionnel

**Vendredi 17 mars**

*Matin 9h-12h30*

---

Allocution de bienvenue : **Éliane Assassi**, présidente du groupe CRCE au Sénat français, et **Alain Obadia**, président de la Fondation Gabriel Péri.

**Ouverture** : « Droit à l'énergie, accès à l'énergie comme condition d'accès aux droits humains essentiels, réponse au changement climatique : où en sommes-nous dans le monde d'aujourd'hui ? ».

- **Nadia Maïzi**, HDR, professeure, directrice du Centre de mathématiques appliquées de MINES ParisTech, co-auteurice du 6<sup>ème</sup> rapport du Giec.

### **1<sup>ère</sup> séquence > Le droit à l'énergie : réalités et contradictions. Quelle place pour l'énergie dans la gouvernance mondiale ?**

Inégalités d'accès, contrainte des ressources et climatique, le droit à l'énergie pose des défis majeurs. Alors que l'énergie conditionne la souveraineté et la puissance des nations, et qu'elle redéfinit les rapports géopolitiques mondiaux selon des lignes de fractures qui se creusent dangereusement, une gouvernance mondiale de l'énergie est-elle possible ? Peut-on l'extraire de la guerre économique ? Quel rôle pour les COP et les organisations internationales ?

- **Mustafa Kadi**, vice-président Afrique de l'ONG droit à l'énergie SOS futur, président du Collectif pour la défense du droit à l'énergie (CODDAE), Niger.
- **Chloé Maurel**, historienne, spécialiste de l'ONU.
- **Thibaut Voïta**, chercheur associé au Centre Énergie & Climat de l'Ifri.
- **Rafael Correa**, ancien président de l'Équateur, groupe de Paris (à confirmer)

Modération : **Éric Le Lann**, coauteur de *Énergie et communisme* (Éd. Manifeste, 2021)

Lecture d'extraits de la nouvelle d'**Antoine Blocier**.

*Après-midi 14h-19h*

---

« Métaux et terres rares nécessaires à la production énergétique », intervention de **Christophe Poinssot**, directeur général délégué et directeur scientifique du Bureau de recherches géologiques et minières (France)

### **2<sup>ème</sup> séquence > Le marché européen est-il la réponse adéquate pour répondre aux enjeux ?**

La décarbonation de l'énergie produite et consommée dans l'Union européenne serait une contribution majeure à la réalisation d'une nouvelle approche de l'énergie comme bien commun à l'échelle de l'humanité. Pour y parvenir, quelle politique européenne est nécessaire et comment l'articuler avec les politiques nationales pour respecter les engagements internationaux de l'UE ? Quelles sont les impasses des logiques du marché et de la concurrence mises en place depuis vingt ans ? Quelles alternatives ? Comment déterminer les prix de l'énergie ?

- **Matthieu Auzanneau**, directeur exécutif Shift Project
- **Jakob Embacher**, Fédération syndicale européenne des services publics ([FSESP](#)) (Autriche)
- **Jacques Percebois**, professeur émérite à l'Université de Montpellier, directeur du Centre de Recherche en Economie et Droit de l'Energie [CREDEN](#)
- **Sira Rego**, députée européenne, vice-présidente du groupe de La Gauche (Espagne)
- **Kadri Simson**, Commissaire européenne à l'énergie (à confirmer)

Modération : **Louise Gaxie**, directrice de la Fondation Gabriel Péri.

### 3<sup>ème</sup> séquence > Quelles propriétés, quels critères de gestion et quelle maîtrise sociale ?

Nationalisation totale ou partielle, pôle public, coopérative, quel régime instaurer dans le secteur énergétique pour engager sa démarchandisation ? Si la propriété publique constitue un premier pas vers la souveraineté énergétique, elle n'empêche pas pour autant la soumission aux logiques du profit et de la concurrence. Comment organiser une maîtrise sociale de la production et de la distribution et penser de nouvelles formes de coopération ? Comment mettre en œuvre une gestion démocratique qui donne un pouvoir réel aux salariés, aux citoyens usagers et aux différents acteurs des territoires ?

- **Marie-Claire Cailletaud**, membre du Conseil économique, social et environnemental pour la CGT (France).
- **Silvia Ramos**, secrétaire générale du syndicat mexicain des travailleurs du pétrole, l'UNTYPP (Mexique) (en visio).
- **Mathieu Strale**, docteur en géographie, spécialiste des questions d'énergie, chercheur à l'Université Libre de Bruxelles.

Modération : **Alain Obadia**, président de la FGP.

## Samedi 18 mars

*Matin 9h-13h*

---

### 4<sup>ème</sup> séquence > Quel rôle la France et ses entreprises peuvent-elles jouer pour favoriser la coopération internationale ?

D'autres logiques que celles du profit peuvent-elles être développées pour mettre les compétences collectives acquises au service du progrès humain et des solutions énergétiques décarbonées dans le monde ?

- **Valérie Faudon**, présidente de la Société française d'énergie nucléaire SFEN (France),
- **Jules Nyssen**, président du Syndicat des énergies renouvelables (France),
- **André Chassaingne**, député à l'Assemblée nationale, président du groupe GDR, (France),
- **Carine De Boissezon**, directrice du développement durable à EDF (France) (à confirmer),
- **Olivier Marleix**, député à l'Assemblée nationale, président du groupe Les Républicains, (France) (à confirmer).

Modération : **Chrystel Le Moing**, Fondation Gabriel Péri.

### 5<sup>ème</sup> séquence > Recherche, technologies : quelles perspectives et quel partage des connaissances ? Quels sont les obstacles à lever ?

Faut-il poser la question des brevets et de l'appropriation capitaliste des connaissances, comme pour les médicaments et les vaccins ? La question de l'information scientifique, comme condition d'un débat citoyen et d'un processus de décision démocratique, sera également abordée.

- **Yves Bréchet**, ancien Haut-Commissaire à l'énergie atomique, membre de l'Académie des sciences (France),
- **Ilaria Casillo**, vice-présidente de la Commission nationale du débat public CNDP (France).
- **Sylvestre Huet**, journaliste (France).

Modération : **Amar Bellal**, ingénieur et enseignant, rédacteur en chef de *Progressistes*.

Clôture : **Valérie Gonçalves**, syndicaliste dans le secteur de l'énergie, responsable de la commission énergie du Parti communiste français, co-auteurice de *Énergie et communisme* (Éd. Manifeste, 2021).